

RENCONTRE NATIONALE SUR LA VIOLENCE CONTRE L'ENFANCE À CONSTANTINE

Plaidoyers pour le renforcement des lois

Selon des experts en matière de défense des droits de l'enfant, l'Algérie se retrouve à la croisée des chemins en ce domaine et se doit, si elle veut prévenir des dangers moraux et physiques qui guettent cette frange, «de renforcer les mécanismes de protection de l'enfance et notamment d'enrichir les lois en la matière».

Chacun en son domaine, les participants à la rencontre nationale sur «la violence contre l'enfance : ses aspects et les moyens de lutte dans la loi et la Charia», organisée hier à l'initiative de la Sûreté de wilaya de Constantine et l'Union nationale des barreaux d'Algérie, ont plaidé pour le «renforcement des mécanismes juridiques et sociaux de protection des enfants contre les différents

abus physiques et moraux dont ils sont victimes». Aussi, si les participants, en l'occurrence des juristes, des théologiens, avocats, corps de sécurité et associations de défense de l'enfance trouvent que l'Algérie a enregistré des avancées en se sens, par rapport à d'autre pays, ils estiment néanmoins que les mécanismes en place sont très fragiles.

«La machine de protection de l'enfance en Algérie est très fragile. Un projet de loi relatif à la protection de l'enfant se trouve actuellement au niveau des services du Premier ministre et devra être présenté à l'APN prochainement, ceci est un acquis. Mais, cela demeure insuffisant et il faut revoir et/ou enrichir et renforcer d'autres textes de loi», a indiqué Abderrahmane Araar, président du réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant NADA, en marge de cette rencontre. Il s'agit en effet, selon les précisions de ce dernier, notamment, du code de la famille et du code pénal. «Il est impératif si on veut protéger l'enfant de revoir ou renforcer certains textes de loi en matière de droit de garde, de pension alimentaire, de tutorat, des enfants nés en dehors du mariage, divorce...», a noté Abderrahmane Araar.

Dans le même ordre d'idées, le président de NADA favorise la mise en place de mécanismes de protection sociale puisque, insiste-t-il, le cadre juridique est



Photo : DR

à lui seul insuffisant. A ce titre, il cite l'exemple des enfants mis sous tutorat, les victimes de violence sexuelle y compris l'inceste, lesquels, une fois pris en charge par l'appareil juridique, se retrouvent livrés à eux-mêmes.

Pour sa part, le président de l'université islamique Emir-Abdelkader, le professeur Boukhalkhal, a, textes à l'appui, rappelé les droits de l'enfant

garantis par Le Coran, la Sunna et la Charia.

Mostepha Benaïni, chef de Sûreté de la wilaya de Constantine, a, lui, souligné le rôle et le travail mené par les services de sécurité en matière de défense et de protection des enfants en danger physique et moral, rappelant que des services spécialisés dans ce domaine existent depuis 1982.

Farid Benzaïd

KHENCHELA

6 familles en grève de la faim à Babar

Six familles de la localité de Babar, située à 30 km au sud du chef-lieu de la wilaya, ont entamé une grève de faim depuis hier devant le siège de la mairie de cette localité pour protester et dénoncer le flou et les dépassements qui règnent autour du dossier du filet social.

Ces protestataires demandent une commission d'enquête pour faire toute la lumière sur ce dossier et arrêter les dépassements. Ils ajoutent que les contrats du filet social ne fonctionnent pas correctement et plusieurs citoyens démunis éprouvent toutes les peines du monde à bénéficier d'un contrat alors que des centaines d'autres reçoivent leurs salaires sans faire le moindre effort.

De son côté, M. Bouâlague, maire de Babar, nouvellement installé, s'est dit prêt à frapper fort et à mettre fin à tout dépassement et faire toute la lumière sur cette affaire en préservant l'intérêt du citoyen.

B. A.

Des clous et des débris de verre dans des baguettes de pain !

La Direction du commerce et les instances compétentes devraient prendre des décisions fermes et frapper fort contre tout ce qui nuit à la santé et à la protection du consommateur. En effet, dans une boulangerie du chef-lieu de la wilaya de Khenchela, un client a été surpris de découvrir un clou, «une broche» de grand format, et des débris de verre dans une baguette de pain.

Furieux, le citoyen a vite alerté la Direction du commerce et la police en déposant une plainte avec des preuves formelles. Une plainte qui devrait être prise au sérieux pour mettre fin à l'irresponsabilité de certaines personnes qui mettent en jeu la vie d'autrui surtout que la victime a décidé d'aller loin dans cette affaire.

Benzaïm Abdelouahab

OUM EL BOUAGHI

La salle de cinéma An Nasr à l'abandon

Parmi les salles qui projetaient des films depuis de longues décennies dans la ville des Haracta, il existe la salle le Phare devenue actuellement An Nasr, mais sans toutefois connaître de victoire. Cette salle a joué un rôle dans la diffusion et le rayonnement du savoir pendant de longues années, avant qu'elle ne dépérisse et ferme ses portes.

Edifiée pendant les années quarante, cette belle salle de ciné de style hispanique est tombée en désuétude depuis que le septième art a connu une irrévocable régression dans notre pays. L'argument avancé par d'aucuns, à savoir que la télévision s'est substituée au 7° art, ne tient plus la route, étant entendu que le ciné garde toujours son aura dans l'Hexagone ! L'Assemblée sortante de la ville des Haracta, ne pouvant sans doute plus s'occuper de ce

patrimoine, s'en est dessaisi au profit du ministère de la Culture.

Les citoyens ont accueilli cette sage décision avec enthousiasme, pensant qu'en étant entre les mains du secteur de la culture, la salle allait ressusciter, pour le grand bonheur des cinéphiles et autres mordus du 7° art.

Une enveloppe de 7 milliards de centimes fut allouée pour des opérations de restauration de la salle ce en 2011. Certes, un bureau d'études a été désigné par la Direction de la culture d'Oum El Bouaghi pour finaliser le projet, mais à ce jour, rien n'a été entrepris.

La salle, désossée, plus de portes et plus de larges baies, ressemble à une maison hantée. Et la ville de Aïn Beida, dont la population dépasse les 200 000 habitants, manque cruellement de salles de spectacles et de conférences. Qu'attendent les responsables du secteur pour redorer le blason du cinéma An Nasr et le

livrer au public, longtemps sevré de culture et de spectacles ?

Pour cette structure située en plein cœur de la ville, les citoyens se demandent pourquoi les responsables locaux ont accepté cette situation. Selon eux, ils auraient pu laisser la salle opérationnelle jusqu'à une prise de décision sérieuse de restauration.

L'état actuel de cette salle n'honore personne avec un visage des plus hideux. La poussière et les pigeons y ont élu domicile, d'où se dégage une odeur nauséabonde qui se répand sur le boulevard Abbas-Laghrou, appelé communément «Roude essaymine».

Un appel est lancé par les habitants pour la prise en charge de cet édifice et en faire quelque chose de plus digne pour les Haracta qui méritent mieux. Dans d'autres contrées, ce lieu aurait servi à beaucoup de choses. Nos responsables sont-ils à court d'idées ?

Moussa Chtatha

CONDOLÉANCES

En ce triste vendredi 24 mai 2013, nous quittait à tout jamais

M^{me} Vve BOUCHOUAREB Bibia
mère de notre frère et ami
Abdesslam BOUCHOUAREB

décédée à l'âge de 85 ans à Aïn M'lila.

En cette douloureuse occasion, Kamel Amarni, Amine et Naïma E'chikr présentent leur plus sincères condoléances à leur ami Abdesslam ainsi qu'à toute la famille Bouchouareb.

«A Dieu nous appartenons, à Lui nous retournons.»